



COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA CINQUIÈME SEANCE

Président : M. ORTIZ DE ROZAS (Argentine)

SOMMAIRE

EXAMEN ET EVALUATION DE LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE COMPTE TENU DE LA NECESSITE PRESSANTE DE REALISER DES PROGRES SUBSTANTIELS DANS LE DOMAINE DU DESARMEMENT, DE LA POURSUITE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS ET DES RAPPORTS ETROITS ENTRE LE DESARMEMENT, LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE (suite)

ADOPTION D'UNE DECLARATION SUR LE DESARMEMENT (suite)

ADOPTION D'UN PROGRAMME D'ACTION RELATIF AU DESARMEMENT (suite)

EXAMEN DU ROLE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN CE QUI CONCERNE LE DESARMEMENT ET DU MECANISME INTERNATIONAL DE NEGOCIATIONS SUR LE DESARMEMENT, Y COMPRIS EN PARTICULIER LA QUESTION DE LA CONVOCATION D'UNE CONFERENCE MONDIALE DU DESARMEMENT (suite)

* Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent être portées sur un exemplaire du compte rendu et adressées, une semaine au plus tard à compter de la date de sa publication, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau A-3550.

Les rectifications seront publiées peu après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

La séance est ouverte à 16 h 10.

POINTS 9, 10, 11 ET 12 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

EXAMEN ET EVALUATION DE LA SITUATION INTERNATIONALE ACTUELLE COMPTE TENU DE LA NECESSITE PRESSANTE DE REALISER DES PROGRES SUBSTANTIELS DANS LE DOMAINE DU DESARMEMENT, DE LA POURSUITE DE LA COURSE AUX ARMEMENTS ET DES RAPPORTS ETROITS ENTRE LE DESARMEMENT, LA PAIX ET LA SECURITE INTERNATIONALES ET LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

ADOPTION D'UNE DECLARATION SUR LE DESARMEMENT

ADOPTION D'UN PROGRAMME D'ACTION RELATIF AU DESARMEMENT

EXAMEN DU ROLE DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES EN CE QUI CONCERNE LE DESARMEMENT ET DU MECANISME INTERNATIONAL DE NEGOCIATIONS SUR LE DESARMEMENT, Y COMPRIS EN PARTICULIER LA QUESTION DE LA CONVOCATION D'UNE CONFERENCE MONDIALE DU DESARMEMENT

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Le premier orateur, cet après-midi, est l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, mon cher ami M. Bradford Morse, que j'invite à faire sa déclaration.

M. MORSE (Programme des Nations Unies pour le développement) (interprétation de l'anglais) : Je tiens à vous remercier tous de m'avoir donné l'occasion de passer quelques moments avec vous cet après-midi; il y a moins de 24 heures j'assistais à Genève à la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs du Programme des Nations Unies pour le développement. Mais je suis venu ici parce que la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement traite de problèmes de la plus grande urgence et d'une importance critique qui de toute évidence sont liés indissolublement aux problèmes du développement qui constituent ma responsabilité essentielle.

Cela dit, j'ajouterai que le fait même que cette session soit si importante et si urgente est, en réalité, lamentable. Il est déplorable aussi que jusqu'ici nous n'ayons pas fait assez de progrès dans la voie du développement pour pallier ce déséquilibre et rectifier l'injustice qui caractérise aujourd'hui le monde. Je suis convaincu en effet que ce que l'on a discuté ici ces jours derniers et ce qui a été discuté dans d'autres instances pendant de nombreuses années est un sujet qui, si le monde était plus rationnel, exigerait bien peu de discussions; car ce dont nous parlons, en réalité, c'est ceci : comment faire en sorte qu'il soit plus

M. Morse (PNUD)

difficile pour les êtres humains de se détruire les uns les autres ou d'acquérir les moyens de le faire, et comment peut-on affecter une partie des ressources actuellement consacrées à la destruction potentielle à la construction d'un monde où chacun puisse vivre dans la dignité? La convocation de cette session est assurément encourageante, mais qu'elle soit nécessaire, voilà qui est tragique.

Cependant, il faut être optimiste pour oeuvrer au service d'un programme lié aux problèmes anciens et terriblement tenaces de la pauvreté et de l'inégalité dans le monde, et c'est dans un esprit résolument optimiste que je voudrais explorer avec vous les moyens qui permettraient au désarmement de faire progresser le développement, mais aussi - autre face tout aussi importante de la médaille - les moyens qui permettraient au développement de faire progresser le désarmement.

Quant au premier de ces deux points, je m'abstiendrai de récapituler en détail les statistiques épouvantables des dépenses globales en armement, et me bornerai à noter que le mot "global" doit malheureusement être pris dans son sens littéral. Les nations industrialisées ont à leur compte environ 82 p. 100 des dépenses mondiales en armements et pratiquement 100 p. 100 des exportations d'armes. Mais 18 p. 100 du coût des armements mondiaux et 65 p. 100 de toutes les importations d'armes dans le monde figurent dans la colonne des pays en développement, et le premier chiffre, le plus bas, 18 p. 100, est considérablement plus élevé que les pourcentages, dans les pays en développement, de la production alimentaire, de la production d'énergie, de la production industrielle ou de la participation au commerce international. Tout aussi impressionnant est le fait que nous nous réunissons ici à un moment où les concurrents, dans la course aux armements, courent plus vite que jamais, de sorte que les projections pour l'an 2000 indiquent que les dépenses globales en armements, en dollars constants de 1970, feront plus que doubler, et elles atteignent déjà à l'heure actuelle plus d'un milliard de dollars par jour.

J'éviterai de poser à nouveau l'équation selon laquelle un nombre X de chars d'assaut, de sous-marins atomiques ou de missiles balistiques déjà construits égale un nombre Y d'écoles, d'hôpitaux, d'usines ou de canaux d'irrigation non encore construits; non seulement c'est devenu un lieu commun, mais encore, apparemment, cela n'a pas suffi à convaincre le monde qu'il y a là une logique

M. Morse (PNUD)

implacable. Au lieu de supputer de façon hypothétique ce que pourrait accomplir le désarmement, je me fonderai sur l'expérience acquise au Programme des Nations Unies pour le développement pour vous donner des exemples concrets.

Un projet de recherche et de développement des pêcheries en Uruguay permettra d'élever la valeur des prises cette année seulement à 400 millions de livres - autrement dit de les décupler.

Une étude du bassin de la rivière Mahaweli Ganga à Sri Lanka a permis de mettre au point un programme grâce auquel on pourra cultiver 900 000 acres de plus; la valeur de la production agricole augmentera de 210 millions de dollars par an et la production d'énergie hydraulique de 70 millions de dollars; en outre, il y aura un million environ d'emplois de plus dans les fermes et dans les usines. Déjà plus de 140 millions de dollars d'investissements consécutifs ont été pressentis pour mener ces projets à bien.

L'exploration des ressources minérales du Burundi a permis de découvrir au moins 300 millions de tonnes de minerai de nickel et des perspectives prometteuses d'exploitation de mines d'or, d'uranium et de titanium. Une évaluation réaliste de ces découvertes porte à croire qu'elles sont suffisamment importantes pour transformer l'économie nationale.

En Tanzanie, des expériences pilotes dans le domaine de la culture du riz par irrigation ont permis de faire passer la production annuelle de 1 000 livres par acre à près de 5 000 livres.

Au Malawi, des programmes de recherche pour la lutte contre la maladie du bétail et pour l'élevage font espérer que ce pays pourra bientôt avoir une production laitière et une production en viande suffisantes pour ses besoins.

Un programme de formation professionnelle en Colombie a jusqu'ici préparé plus de 2 millions d'hommes et de femmes à occuper des postes rentables dans plus de 350 branches.

Enfin, deux projets, en Jordanie, ont rapporté chaque année 57 millions de dollars en investissements pour le démarrage d'une industrie moderne de phosphate avec d'excellentes possibilités pour lutter contre la pénurie d'engrais et stimuler le commerce étranger.

M. Morse (PNUD)

Le coût total de toutes ces activités pour le PNUD et les gouvernements intéressés a été de moins d'un quart, je souligne moins d'un quart, du prix d'un seul bombardier stratégique. Il paraît étrange de devoir citer des preuves de ce genre pour démontrer ce qui devrait être évident, à savoir que les charrues sont beaucoup moins chères, beaucoup moins dangereuses et beaucoup plus productives que les épées. Et pourtant la répugnance historique de la race humaine à passer des discussions sur le désarmement à des actes pratiques pour y arriver oblige à avoir recours à tous les arguments et documents dont nous disposons à l'appui de la thèse que les armements sont nuisibles au développement. Il n'est cependant pas difficile de constater que les efforts pour avoir à la fois des canons et du beurre n'ont pas abouti.

Il est clair, par exemple, que le progrès en matière de développement dépend d'une économie globale qui progresse sainement. Spécifiquement il faut entendre par là une économie capable d'engendrer un volume adéquat de biens et de services à des prix abordables et de les distribuer de façon efficace et équitable. Toutefois, il est facilement démontrable que la production d'armes sur une grande échelle et le commerce très étendu en armements sont nuisibles à la mise en place d'une telle économie.

La production des armes fait lourdement appel aux ressources naturelles disponibles, en particulier aux réserves d'énergie et aux nombreuses matières premières déjà insuffisantes. Elle impose des difficultés encore plus grandes aux ressources technologiques en absorbant 40 p. 100 des dépenses mondiales consacrées à la recherche et 50 p. 100 de la main-d'oeuvre scientifique et technique du monde. De plus, les dépenses militaires sont peut-être l'élément le plus générateur d'inflation dans l'ensemble économique mondial. La production militaire diminue plutôt qu'elle n'accroît l'approvisionnement des objets nécessaires à la vie quotidienne, en même temps qu'elle augmente le pouvoir d'achat. Le détournement des revenus fiscaux du courant principal de la production utile socialement - le citoyen moyen dans le monde entier consacrant l'équivalent de 3 ou 4 années de son revenu pendant toute sa vie à des utilisations militaires - ne fait qu'aggraver le problème. Tout cela est une recette certaine d'inflation.

M. Morse (PNUD)

Contrairement à la croyance populaire, les dépenses militaires ne sont certainement pas un moyen efficace de stimuler l'emploi. J'ai vu récemment des estimations montrant que chaque milliard de dollars consacré à l'enseignement crée environ 30 000 emplois de plus que le même montant consacré à la défense et des pourcentages analogues peuvent être appliqués aux dépenses consacrées au logement, à la santé, aux transports publics et aux autres besoins clés du secteur public.

Toutefois le progrès du développement a besoin de plus qu'une solide base économique. Il est également essentiel de créer un climat politique sûr qui permette au commerce de prospérer sans être gêné par des considérations étrangères et le bien-être plutôt que l'état de guerre attire les efforts et l'énergie de l'homme. Cependant ici il est impossible de se tromper si l'on considère les faits. L'accumulation d'arsenaux massifs n'augmente pas la sécurité; elle la met en péril. Elle crée une atmosphère d'angoisse, de suspicion, de rivalité au fur et à mesure que les nations se sentent de plus en plus menacées par la puissance militaire croissante d'autres nations, ce qui enferme la communauté mondiale dans un jeu dangereux de surenchère, en équilibre instable. Pour ce qui est de la dissuasion, il suffit de rappeler que le Prix Nobel de la Paix a reçu son nom d'un homme qui croyait sincèrement que son invention de la dynamite rendrait la guerre trop effrayante à envisager.

Dans un monde menacé par la surpopulation et la sous-production, un excès de la demande et une pénurie de l'offre, ce ne sont pas les préparatifs militaires mais le progrès social et économique qui pourra éloigner nos ennemis véritables de notre seuil. Ce sont les tracteurs plutôt que les tanks, les machines-outils plutôt que les mitrailleuses qui nous font le mieux espérer que nous pourrions édifier une véritable sécurité.

Nous devons évidemment avoir soin de ne pas trop simplifier les liens existants entre le désarmement et le développement. Rien par exemple ne nous assure que les ressources épargnées grâce au désarmement dans les pays industrialisés seront converties en ressources favorables au développement. Nous savons, cependant, que si c'était le cas, même à une échelle relativement réduite, les bienfaits qui en résulteraient seraient énormes. De même une étude faite sur les événements dans 44 pays en développement entre 1950 et 1965 montre que ce sont ceux qui ont les

M. Morse (PNUD)

dépenses de défense les plus lourdes qui ont eu les taux de croissance les plus rapides et vice versa. Cependant je soupçonne que la raison véritable de ce fait est que les pays en développement qui ont investi le plus lourdement dans les dépenses militaires étaient ceux qui avaient les structures économiques les plus fortes, de sorte que le lien entre l'expansion militaire et le progrès du développement est une coïncidence plutôt qu'un lien de cause à effet.

En tout cas, je suis réconforté par les propositions faites par le Secrétaire général à la présente session extraordinaire afin de mettre au point une stratégie pour le désarmement, par la résolution de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale demandant que de nouveaux efforts soient faits pour souligner les liens qui existent entre le désarmement et le développement et par le succès remporté ensuite par un groupe d'experts qui s'est mis d'accord sur le cadre et les modalités de cette étude. Ainsi, je crois, il sera possible non seulement d'établir la nature précise des liens existant entre le développement et le désarmement, mais de mettre au point des stimulants efficaces pour réduire les armes de façon progressive dans tous les pays.

Comme le savent les membres de cette commission, deux propositions visant la création d'un dividende de désarmement ont déjà été présentées. La première prévoit que le dividende proviendrait des économies budgétaires réalisées à la suite des accords négociés par les pays industrialisés sur le contrôle des armes. Jusqu'à une époque récente les progrès dans ce domaine avaient été gênés par l'absence d'un système normalisé permettant de mesurer les dépenses et également par d'autres difficultés d'ordre technique. Cependant, à la trente et unième session de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a présenté une analyse concrète des problèmes qui se posaient pour définir, annoncer et comparer les dépenses militaires; cette analyse a été généralement considérée comme étant à la fois objective et pratique. La deuxième proposition demande d'imposer une taxe sur les ventes d'armes aux pays en développement, taxe qui serait payée par les pays qui accroissent le degré de perfectionnement des armes dans leurs régions par des importations de technologie militaire. Le dividende qui en résulterait serait distribué aux pays qui auraient fait preuve de modération dans leur programme de défense.

M. Morse (PNUD)

Tout programme réaliste de réduction d'armes doit, naturellement, tenir compte des problèmes pratiques de conversion et de restructuration que poserait pour les pays industrialisés la réorientation de la capacité de production, d'objectifs militaires à des objectifs civils. Mais l'expérience de certains de ces pays qui ont procédé à des ajustements analogues à la fin de la Seconde Guerre mondiale, prouve amplement que cette tâche, si elle exige quelques sacrifices, est néanmoins réalisable.

Quelles que soient les difficultés qui entourent les bienfaits dont le développement pourrait bénéficier grâce au désarmement, il n'y a aucun doute que le développement est bon pour le désarmement. Paul Hoffman, l'un de mes prédécesseurs au poste d'administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement - grâce à son expérience de Directeur du Programme de rétablissement de l'Europe d'après-guerre, que l'on a appelé le Plan Marshall - n'a cessé de rappeler ce fait. Il a souligné que la prospérité dramatique et dynamique dont a bénéficié l'Europe après la guerre, qui dans une large mesure était due à l'intégration généralisée sans précédent et mutuellement avantageuse des économies nationales du continent, a non seulement fait disparaître ce qui était autrefois des causes potentielles de conflits mais a rendu les économies si dépendantes les unes des autres que cela a virtuellement évité la guerre. Ma propre expérience m'oblige à appuyer cette proposition. Presque chaque jour je constate que les progrès du développement nécessitent sinon une intégration aussi étroite, en tout cas un niveau très élevé de coopération, surtout entre les pays en développement, et entre eux et les nations industrialisées. La coopération du développement part des niveaux les plus élevés du gouvernement jusqu'aux techniciens qui travaillent sur le terrain. C'est le genre de coopération qui couvre tous les domaines de leurs relations, depuis l'établissement des politiques à la planification et à la mise en oeuvre sur le terrain. C'est le genre de coopération qui rapproche des pays ayant des perspectives assez diverses, souvent contradictoires et qui les mettent en présence de stimulants très puissants pour résoudre leurs divergences de façon pacifique. Une telle coopération ne peut qu'émousser les divergences et la méfiance et le manque de compréhension qui font obstacle au désarmement.

Au fur et à mesure que le développement s'établit, que les économies nationales deviennent plus fortes et que le bien-être s'améliore, les nations ont un intérêt certain à s'entendre. En bref, la conciliation devient plus profitable que l'affrontement et le développement intensifié peut devenir un stimulant pour le désarmement... qui le rend possible.

Il y a encore un aspect qui est commun au développement et au désarmement et qui est peut-être le plus important de tous. Le désarmement et le développement sont aux prises avec des problèmes techniques très difficiles et des problèmes

M. Morse (PNUD)

politiques extrêmement délicats. Mais pour les deux, les problèmes ont aussi de profondes implications au niveau humain. Les problèmes techniques peuvent être résolus par la créativité, les problèmes politiques peuvent l'être par des compromis. Mais la solution des problèmes humains exige des changements et souvent des changements radicaux, dans la façon de sentir des gens, la façon de penser, la façon de concevoir la vie et l'aventure humaine qu'elle fournit. Là où le développement et le désarmement sont en jeu, il y a un obstacle dont le poids ne peut être surestimé. Il faut pour cela écarter ou du moins grandement modifier des attitudes périmées et des perceptions déformées. Cela signifie qu'il faut atténuer le nationalisme et sur la base d'une indépendance et d'une souveraineté authentiques il faut accepter les impératifs de l'interdépendance. Cela veut dire également qu'il faut accepter le fait que les préjugés raciaux, le dogmatisme politique rigide et les inégalités économiques et sociales flagrantes sont périmées de façon intolérable. En termes plus simples, il faut que les gouvernements et les particuliers se posent la question : quelle est l'importance de la notion du "nous" et du "ils" comparée à celle du "nous"?

Tels sont les grands problèmes sous-jacents auxquels doit faire face la session extraordinaire consacrée au désarmement. Je suis optimiste, mais avec prudence en ce qui concerne les possibilités que nous aurons d'y faire face. Il est vrai que les Nations Unies ne sont pas un gouvernement mondial, que l'Assemblée générale n'est pas un parlement mondial. Dans l'état actuel du monde il ne sera certainement pas facile d'arriver vraiment à des accords valables à la présente session. Il est vrai que les accords quels qu'ils soient auxquels on pourra parvenir n'auront pas un caractère contraignant. Néanmoins, l'Assemblée générale mobilise l'attention du monde, et ses résolutions commandent le respect lorsqu'elles sont sans équivoque et de façon très claire l'écho de la conscience collective de l'humanité. Et ce que cette session extraordinaire dit au monde doit devenir impossible à ignorer ou à interpréter d'une façon erronée. C'est la seule façon dont le message sera entendu pour ne pas dire retenu.

Pour cela, nous devons avoir une idée très claire de la nature et de la substance des problèmes en cause. Nous parlons en surface de désarmement et de

M. Morse (PNUD)

de l'utilisation des ressources ainsi retenues pour accélérer le rythme du développement. Mais au fond - sous toutes les complexités qui entourent ce problème - il y a quelque chose de beaucoup plus simple et de beaucoup plus important. Pour vivre, le monde doit se désarmer. Pour vivre de façon décente, il doit se développer. S'il n'accomplit pas ces deux choses le monde risque fort de disparaître avec fracas ou dans un gémissement. Ces perspectives sont absolument inacceptables.

Le monde s'est armé au-delà de tout besoin raisonnable non parce qu'il s'est trouvé contraint de le faire, mais délibérément. Le monde a toléré un sous-développement et la persistance d'une pauvreté hideuse bien au-delà du point où l'éradication de ces fléaux est devenue possible. Nous pouvons nous décharger de ces deux fardeaux que nous nous sommes imposés. Et rien dans le monde ou dans la nature de l'homme ne nous empêche de commencer dès maintenant.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Comme convenu lors de l'organisation des travaux, cet après-midi nous allons entendre les rapports intérimaires des présidents des Groupes de travail A et B.

Avant de donner la parole aux présidents de ces deux groupes de travail, j'aimerais attirer l'attention de la Commission sur les documents suivants qui ont été distribués depuis la dernière réunion de la Commission : A/S-10/AC.1/L.2, amendements présentés par la Chine à la section I (Introduction) du projet de document final; A/S-10/AC.1/L.3, amendements également présentés par la Chine à la section II (Déclaration) du projet de document final; A/S-10/AC.1/L.4, amendements présentés par la Chine à la section III (Programme d'action) du projet de document final; A/S-10/AC.1/L.5, amendement présenté par la République fédérale d'Allemagne à la section III (Programme d'action) sous-section E; A/S-10/AC.1/9/Add.1, note orale du représentant permanent de Sri Lanka; A/S-10/AC.1/15, déclaration de la FAO sur la convocation de la dixième session extraordinaire; A/S-10/AC.1/16, document présenté par la République démocratique allemande, sur la préparation et la célébration de l'Année internationale de l'enfant; A/S-10/AC.1/17, document de travail sur le désarmement présenté par la Chine; A/S-10/AC.1/18, proposition présentée par l'URSS pour inclusion dans le projet de document final; A/S-10/AC.1/19, qui à l'heure actuelle existe seulement en anglais, présenté par la Suède : "Contribution à la vérification sismologique d'une interdiction totale d'essais nucléaires"; A/S-10/AC.1/20, document également disponible en anglais seulement, présenté par la République fédérale d'Allemagne.

MP/MC

A/S-10/AC.1/PV.5

- 14/15 -

Le Président

Je donne maintenant la parole au Président du Groupe de travail A, qui est aussi Vice-Président de ce Sous-Comité, l'ambassadeur Templeton.

M. TEMPLETON (Nouvelle-Zélande) (interprétation de l'anglais) :

Je voudrais présenter à cette Commission le rapport suivant :

Pendant la période du 2 au 9 juin, le Groupe de travail A a tenu cinq séances, au cours desquelles des questions d'organisation et de fond ont été examinées.

En ce qui concerne l'organisation de ses travaux, le Groupe de travail, tenant compte des recommandations pertinentes de la Commission plénière présentées dans le Document de séance No 1, a décidé ce qui suit : premièrement, de discuter les sujets soumis au Groupe de travail dans l'ordre dans lequel ils figurent dans le projet de document final, c'est-à-dire, Introduction, Déclaration et Mécanisme; deuxièmement, d'avoir un échange de vues sur l'Introduction à sa deuxième séance, et d'établir ensuite un groupe de rédaction sur ce sujet; troisièmement, de consacrer une ou deux séances à la discussion de la Déclaration avant de constituer un groupe de rédaction sur ce sujet; enfin, de commencer l'examen de la question du mécanisme le lundi 12 juin. Plusieurs séances seront consacrées à ce sujet, après quoi le Groupe de travail pourrait envisager de commencer les négociations en la matière, en particulier sur la question de la constitution d'un groupe de rédaction. L'examen de la question du Mécanisme ne devrait, en aucun cas, dépendre de l'achèvement des travaux portant sur l'Introduction et la Déclaration.

Après la discussion générale au sein du Groupe de travail, un groupe de rédaction à composition ouverte a été constitué le 5 juin pour s'occuper de l'Introduction, et le Président de la délégation du Mexique, l'ambassadeur Alfonso García Robles, en a été nommé coordonnateur. Le groupe de rédaction, qui a tenu deux séances, a été saisi d'amendements soumis par les délégations de la Chine, du Royaume-Uni, du Viet Nam, du Ghana, de l'Union soviétique, de l'Inde, du Pakistan et des Philippines. Un groupe officieux mène des consultations sur le projet d'Introduction dans le cadre du Groupe de rédaction et sous la direction de son coordonnateur. Bien que ces consultations n'aient pas encore atteint tous leurs objectifs, des progrès considérables et concrets ont été accomplis. Un accord a été conclu sur plusieurs paragraphes, qui sont essentiellement les mêmes que ceux qui figurent dans le rapport de la Commission préparatoire avec quelques changements de détail. D'autres textes sont en discussion, et des variantes de paragraphes sont examinées, pour ajouter aux paragraphes déjà contenus dans le rapport les nouvelles propositions soumises au Groupe de rédaction.

M. Templeton (Nouvelle-Zélande)

Après une brève discussion du Groupe de travail, un autre groupe de rédaction à composition ouverte devant s'occuper de la Déclaration a été constitué le 7 juin, et M. Walter Krutzsch, de la République démocratique allemande, en a été nommé coordonnateur.

Le Groupe de rédaction chargé de la Déclaration a tenu trois séances. Il a été saisi d'amendements soumis par la Chine, le Viet Nam, l'Equateur, Cuba, la Mauritanie, l'Union soviétique, l'Algérie, la France, le Ghana et l'Espagne. Le Groupe de rédaction a commencé ses travaux par une première lecture de la section A, intitulée "Examen et évaluation", qui se trouve aux pages 18 à 20 du rapport de la Commission préparatoire, ainsi que de la section B, "Buts et priorités", qui se trouve aux pages 20 et 21 du rapport de la Commission préparatoire, à l'exception de son dernier paragraphe. S'il n'est pas encore possible de rendre compte d'un progrès significatif, des signes d'accords encourageants se sont dessinés à propos de certains textes. Des contacts officieux sont en cours entre les auteurs de différentes propositions et d'autres délégations intéressées, avec des résultats positifs.

Si vous le permettez, je voudrais ajouter un mot à ce rapport qui va être diffusé comme Document de séance No 3. Je voudrais dire que des groupes de contact officieux se réunissent en ce moment à la fois sur l'Introduction et la Déclaration, et si tout va bien, j'espère que le Groupe de rédaction chargé de l'Introduction pourrait terminer ses travaux lundi. Le Groupe de travail A, en tout cas, abordera la question du Mécanisme lundi matin.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je donne maintenant la parole au Président du Groupe de travail B, qui est en même temps Vice-Président de cette commission, l'ambassadeur Jaroszek, représentant de la Pologne.

M. JAROSZEK (Pologne) (interprétation de l'anglais) : J'ai l'honneur de soumettre à la Commission spéciale le premier rapport intérimaire du Groupe de travail B.

Entre le 2 juin, date de sa première réunion, et le 9 juin, le Groupe de travail B (Programme d'action) a tenu cinq séances, portant à la fois sur des questions de fond et d'organisation.

M. Jaroszek (Pologne)

Deux séances, les 5 et 6 juin, ont été consacrées à un échange de vues général sur le projet de programme d'action que le Groupe doit examiner.

En ce qui concerne l'organisation de ses travaux, et compte tenu des recommandations pertinentes de la Commission plénière à ce sujet qui figurent dans le Document de séance No 1, du 1er juin 1978, le Groupe de travail a décidé de constituer deux groupes de travail chargés d'aider à la rédaction de différentes sections du projet de Programme d'action. Le Groupe de rédaction I, sous la coordination de l'ambassadeur Olu Adeniji du Nigéria, doit s'occuper de la section du désarmement nucléaire du projet de Programme d'action, allant de la page 25 au haut de la page 35 du rapport de la Commission préparatoire. Et le Groupe de travail II, sous la coordination de l'ambassadeur Gustaf Hamilton de Suède, examinera le désarmement en ce qui concerne les armes classiques et les autres points du projet de Programme d'action, à partir de la section intitulée "Autres armes de destruction massive", à la page 35, jusqu'à la page 44. Si nécessaire, les groupes de rédaction pourraient, à un moment approprié, constituer des sous-groupes, ou des groupes de contact officieux. Le délai pour l'achèvement des travaux des groupes de rédaction I et II a été fixé au 20 juin 1978, tandis que le délai pour la présentation de propositions nouvelles aux groupes de rédaction expirera le 13 juin 1978.

Les groupes de rédaction, en coopération avec le Secrétariat, doivent préparer à l'intention du Groupe de travail plénier des documents de séance hebdomadaires indiquant l'état d'avancement de leurs travaux, et mentionnant l'état des textes examinés par chacun de ces groupes. Le premier de ces documents de séance préparé par le Groupe de rédaction I (Le désarmement nucléaire), qui a tenu quatre séances entre le 6 et le 8 juin, a été présenté en annexe à ce premier rapport intérimaire du Groupe de travail B, et il est maintenant distribué comme Document de séance No 4. Comme vous le constatarez dans le rapport du Groupe de rédaction I, ce groupe a achevé la première lecture du projet de texte qui lui était confié.

Le Groupe de rédaction II (Désarmement classique et autres questions) a tenu sa première séance le vendredi 9 juin au matin et a entamé la première lecture du projet de texte qui lui est confié.

M. Jaroszek (Pologne)

Permettez-moi d'ajouter un mot à titre d'observation personnelle. La tâche que nous assumons est énorme. Si nous voulons élaborer un projet de document final substantiel et significatif de cette session, il est nécessaire que tous les Etats ici représentés fassent preuve du maximum de bonne volonté politique. Il convient en outre que toutes les délégations déploient de grands efforts et fassent preuve de souplesse et d'ouverture d'esprit dans un désir de compréhension mutuelle et d'accommodement sur la seule base réaliste et durable, à savoir celle d'un consensus.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie le Président du Groupe de travail A, Vice-Président de cette Commission, du rapport intérimaire qu'il vient de nous présenter. Les rapports présentés par les Présidents des Groupes de travail A et B figurent dans les Documents de séance 3 et 4 de la Commission, qui ont été distribués aux délégations.

M. LAI YE-li (Chine) (interprétation du chinois) : Conformément à la procédure de travail qui a été adoptée, la délégation chinoise voudrait proposer les amendements concrets suivants au préambule du projet de résolution figurant dans le document final :

Tout d'abord, chacun admet que les armes nucléaires sont les plus destructrices, mais il est évident que les superpuissances font tout ce qui dépend d'elles pour utiliser l'horreur nucléaire à leurs fins propres. Les superpuissances ont pris l'habitude d'utiliser les armes nucléaires comme un moyen de menace militaire et de chantage politique contre les pays non nucléaires. C'est la raison pour laquelle, afin de donner une idée plus précise de ce présent état de choses, nous proposons que la première partie du premier paragraphe du préambule du projet de résolution soit amendée pour se lire comme suit :

"Consciente des graves destructions sans précédent pour l'humanité qu'entraînerait une guerre nucléaire,".

Dans la dernière phrase de ce même paragraphe, il est fait état de la dévastation infligée par toutes les guerres, ce qui pourrait être exploité par les superpuissances pour s'opposer à la lutte armée engagée par les peuples coloniaux et semi-coloniaux pour conquérir leur indépendance nationale et leur libération, ou pour s'opposer à la lutte pour la défense nationale menée par de

M. Lai Ya-li (Chine)

nombreux pays, petits et moyens, pour sauvegarder leur indépendance et leur souveraineté contre l'agression.

Afin de remédier à de telles lacunes, nous proposons de modifier cette phrase de la manière suivante : "Rappelant les graves dévastations infligées par les deux guerres mondiales". Le paragraphe amendé se lirait comme suit :

"Consciente des graves destructions sans précédent pour l'humanité qu'entraînerait une guerre nucléaire et rappelant les graves dévastations infligées par les deux guerres mondiales,".

Dans le préambule, on ne dit à aucun moment d'où provient la menace à la paix et à la sécurité internationales. Afin de remédier à cette lacune, nous proposons d'ajouter après le paragraphe 1 susmentionné un paragraphe nouveau, qui se lirait comme suit :

"Notant la rivalité toujours plus accentuée entre les deux superpuissances pour l'hégémonie mondiale et la grave et croissante menace qu'elle fait courir à la paix et à la sécurité internationales;".

Le libellé du deuxième paragraphe initial du préambule concernant le rôle et l'évaluation de la lutte pour le désarmement et son lien avec les luttes menées en d'autres domaines est à la fois trop général et inexact. De nombreux représentants, dont le représentant de la Chine, ont fait un certain nombre d'observations concrètes à cet égard. Compte tenu de ces points de vue et de ces suggestions, nous proposons que le deuxième paragraphe initial du préambule, devenant le troisième paragraphe, soit amendé pour se lire comme suit :

"Convaincue que la lutte pour le désarmement, y compris le désarmement nucléaire et conventionnel, alliée à la lutte pour la défense de l'indépendance nationale et de la souveraineté et contre l'hégémonie et les politiques de guerre des superpuissances, si elle ne peut prévenir une guerre mondiale, peut du moins la retarder, et peut en outre renforcer la paix et la sécurité internationales, facilitant ainsi le progrès économique et social de tous les peuples et l'avènement d'un ordre économique international nouveau."

M. Lai Ya-li (Chine)

Le troisième paragraphe initial du préambule deviendrait le quatrième paragraphe, et après "un rôle plus efficace", on ajouterait : "et tout d'abord, à la réduction des armements des deux puissances qui possèdent les plus vastes arsenaux, et ensuite graduellement", membre de phrase qui serait suivi du libellé original du projet : "un désarmement général et complet sous contrôle international efficace."

Nous espérons que les vues que je viens d'exprimer feront l'objet d'un sérieux examen et seront adoptées par la Commission spéciale et son groupe de rédaction.

Pour conclure, après avoir écouté les rapports des Présidents des Groupes de travail A et B sur l'état d'avancement des travaux de leurs groupes respectifs, la délégation chinoise voudrait présenter quelques suggestions sur la procédure de travail de cette session. Lorsque les groupes de rédaction auront soumis les parties pertinentes du document révisé aux groupes de travail, ces derniers devraient distribuer rapidement les textes du projet révisé aux délégations, afin qu'elles disposent du temps nécessaire pour les étudier et soumettre des suggestions, car la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale se distingue précisément en cela que la question du désarmement touchant aux graves problèmes de la paix et de la guerre, on doit tenir compte de toutes les bonnes idées des délégations, et le contrôle des superpuissances doit être éliminé.

Une preuve de ce que je dis là peut être trouvée dans le débat général qui va prendre fin cet après-midi et au cours duquel plus de 120 délégations ont fait des déclarations dans lesquelles les pays petits et moyens, notamment ceux qui appartiennent au tiers monde, ont présenté des idées pertinentes et logiques.

Pour les mêmes raisons, lorsque les Groupes de travail A et B soumettront les parties pertinentes du document final révisé à la Commission spéciale aux fins d'examen, celle-ci devrait distribuer les projets de texte en temps voulu aux délégations pour leur permettre de les étudier attentivement.

M. Lai-Ya-li (Chine)

Les deux groupes de travail ont été constitués par cette Commission, et ils doivent donc rendre compte à cette Commission. Chacun de ces groupes a été chargé de reviser certaines parties du projet de document final, et ils se trouvent ainsi relativement limités dans leurs travaux. C'est pourquoi ce n'est qu'au sein de cette Commission que le projet de document peut être examiné d'un point de vue plus général et au plan des principes, afin de donner au texte final final la meilleure rédaction possible.

M. PFEIFFER (République fédérale d'Allemagne) (interprétation de l'anglais) : Dans son discours à la session extraordinaire de l'Assemblée générale, le 26 mai, le chancelier fédéral Helmut Schmidt demandait que l'on entame une offensive pour créer un climat de paix. Il s'est déclaré convaincu qu'il fallait prendre des mesures destinées à créer un climat de confiance dans toutes les parties du monde, car c'était là une condition essentielle pour l'amélioration du climat politique et pour l'avènement de conditions permettant des mesures concrètes de désarmement.

Il faut, naturellement, tenir compte des conditions régionales. Il faut prévoir, par exemple, la notification des exercices militaires et l'invitation, sur une base réciproque, d'observateurs qui participeraient à ces exercices. De tels arrangements régionaux pourraient aboutir à une convention mondiale sur l'établissement de mesures de nature à créer un climat de confiance.

Ma délégation a été heureuse qu'au cours du débat général, les orateurs aient souligné l'importance de ce genre de mesures en tant que conditions préalables de progrès dans le domaine du désarmement. C'est dans cet esprit que ma délégation présente à la Conférence, aujourd'hui, un document de travail préconisant certaines mesures pour engendrer la confiance, premier pas dans la voie de la préparation d'une conférence mondiale sur ce sujet.

Je saisis cette occasion pour présenter deux phrases traitant de la création d'un climat de confiance qui devraient être insérées dans le document final. Ces phrases seraient inscrites dans le Programme d'action, section E (Autres mesures destinées à renforcer la sécurité internationale et à créer un climat de confiance); après le premier paragraphe. Ces phrases se liraient comme suit :

M. Pfeiffer (RFA)

"L'engagement de prendre des mesures pour créer un climat de confiance, sur une base régionale clairement définie et acceptée par tous les Etats de la région, pourrait contribuer de façon importante à rehausser la stabilité et à encourager de nouveaux progrès dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements. Des accords sur de telles mesures dans diverses régions du monde pourraient préparer le terrain pour une convention mondiale sur des mesures destinées à créer un climat de confiance."

M. FERNANDO (Sri Lanka) (interprétation de l'anglais) : Si j'ai demandé la parole, c'était pour présenter à la Commission une proposition concernant la création d'une autorité mondiale du désarmement. Cette proposition a été présentée pour la première fois par le Président de mon pays, Son Exc. M. J. R. Jayewardene, lorsqu'il s'est adressé à une réunion des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Asie et de la région du Pacifique, à Sydney, en Australie, en février dernier. Par la suite, il a jugé bon de faire part de ses idées dans ce domaine à tous les chefs d'Etat et de gouvernement des pays participant ici à cette session extraordinaire, et il leur a adressé une lettre en ce sens.

Lorsque le Ministre des affaires étrangères de Sri Lanka a pris la parole à l'Assemblée générale lors de cette session extraordinaire, le 25 mai, il a voulu présenter cette proposition afin que l'Assemblée générale puisse également l'examiner avec les autres propositions qui lui ont déjà été soumises. J'ajouterai que le Ministre des affaires étrangères de mon pays a soumis cette proposition à l'attention des membres du Bureau de coordination du Mouvement des non-alignés au cours de sa réunion à La Havane, le mois dernier. Les membres du Bureau ont pris note de la proposition et se sont déclarés convaincus que les pays non alignés étudieraient cette proposition d'une façon sérieuse et approfondie. Les ministres des affaires étrangères et chefs de délégations du Groupe des pays non alignés réunis en session extraordinaire, à New York, le 29 mai de cette année, ont exprimé le même avis.

Afin que la proposition puisse être examinée par la Commission et par l'Assemblée dans sa session extraordinaire, nous l'avons exposée d'une façon plus détaillée; elle a maintenant été publiée sous la cote A/S-10/AC.1/9/Add.1, et

M. Fernando (Sri Lanka)

la Commission en est saisie. Comme nous l'avons déclaré dans le document de travail, notre proposition a pour but de réaffirmer le rôle principal qui incombe aux Nations Unies dans le domaine du désarmement. Nous croyons qu'une solution satisfaisante du problème que constitue le désarmement général et complet ne pourra être trouvée qu'au sein du système des Nations Unies. Comme nous avons essayé de l'indiquer dans le document de travail, l'une des raisons pour lesquelles le désarmement n'a pu, jusqu'ici, être réalisé et tous les efforts faits dans ce but ont été insuffisants, c'est l'existence de zones imprécises et l'absence de coordination entre les organes et les mécanismes existants au sein du système des Nations Unies. Notre proposition a en partie pour but de remédier à cette lacune. Cette proposition implique que les différents organes des agences des Nations Unies doivent s'associer aux efforts faits pour réaliser les objectifs généralement acceptés du désarmement. Si notre proposition était acceptée en principe, l'autorité mondiale du désarmement pourrait rendre les Nations Unies beaucoup plus efficaces et donner à la Charte un caractère plus réaliste.

Comme l'explique le document de travail, nous n'avons aucun désir ni d'empiéter sur les fonctions et les pouvoirs des organes ou des mécanismes du système des Nations Unies, ni de les diminuer. Nous ne sommes que trop conscients de la sensibilité particulière des Etats Membres et de l'équilibre très délicat des pouvoirs et des fonctions qui rendent possible le fonctionnement des organes et des institutions. Mais, comme je l'ai dit, nous sommes persuadés qu'il est nécessaire d'harmoniser et de coordonner les efforts faits dans le domaine du désarmement, et ce désir est certainement partagé par toutes les délégations qui participent à cette session extraordinaire.

Je me permets de m'adresser particulièrement aux membres qui ont une responsabilité particulière dans le désarmement pour leur dire que nous ne voyons pas dans l'autorité mondiale du désarmement une entité qui doit entrer en fonctions immédiatement dans toutes ses manifestations. Nous pensons que notre proposition doit prendre corps et mûrir dans tous ses aspects variés, dans le contexte des buts universellement acceptés du désarmement général et complet sous contrôle international efficace. Cependant, ceci ne signifie pas qu'il faille renvoyer à un avenir non défini la réalisation de cette proposition, car tous

M. Fernando (Sri Lanka)

les peuples du monde désirent que nous nous lancions dans ce projet en ayant une vue très claire de ses objectifs ultimes.

Si les nuances qu'implique le mot "autorité" suscitaient des doutes quant à notre proposition, ma délégation pense que la Commission pourrait proposer un terme plus acceptable. Cependant, nous estimons qu'il faut commencer quelque part et que si notre proposition, dans sa totalité, va plus loin que ce que peut envisager notre session extraordinaire, elle possède néanmoins des éléments qui sont assez importants pour que nous puissions nous en occuper maintenant. Je fais cette suggestion parce que ces éléments ont été évoqués aussi par d'autres délégations au cours du débat général et qu'ils doivent prendre corps sous la forme de nouvelles propositions.

M. Fernando (Sri Lanka)

Ainsi, la première tâche de l'autorité telle que nous l'envisageons serait de rassembler des informations existantes concernant les armements, leur production, leur distribution, les transferts et leur application. Cela n'est pas à mon avis un domaine entièrement nouveau, car il a déjà été examiné et a fait l'objet de rapports aux termes de résolutions antérieures des Nations Unies; notre document de travail se réfère à ce qui a été déjà fait en partie au Centre des Nations Unies pour le désarmement, à la proposition du Secrétaire général sur la création d'un conseil consultatif, et au travail parallèle entrepris par les organisations nationales scientifiques et de recherche. Nous pensons que toutes ces entreprises séparées devraient pouvoir être réunies sous l'égide des Nations Unies, et que l'on pourrait ainsi bénéficier de contributions appréciables apportées par les organisations nationales scientifiques et de recherche.

L'autre fonction qui pourrait être attribuée à l'autorité est la surveillance des mesures de désarmement existantes et celles qui pourraient être négociées à l'avenir. Je pense que nous ne sommes pas les seuls à proposer ce genre de mesures. D'autres délégations ont fait des propositions analogues visant des objectifs semblables. Certains ont même offert leurs propres installations. Encore une fois, je demande s'il est vraiment trop tôt pour essayer de se mettre d'accord sur la manière dont cet objectif pourrait être réalisé. A ces deux égards au moins, nous croyons que notre proposition serait en principe acceptable, les modalités devant en être arrêtées au cours de la session actuelle. En faisant cette suggestion, je ne sous-estime pas les tâches immenses dont devra traiter cette commission et le temps limité qui lui est imparti, mais nous pensons que les objectifs ultimes sont réalisables.

Si notre proposition était retenue, les connaissances et l'expérience qu'elle permettrait d'accumuler devraient contribuer dans une grande mesure à régler un problème encore plus important, je veux parler de la mise au point de propositions réalistes et de programmes en vue du désarmement. Nous savons que c'est là un domaine particulièrement délicat, auquel d'autres organismes existants se sont déjà attelés. D'aucuns - peut-être beaucoup même - penseront qu'à l'heure actuelle, il s'agit là d'un domaine où nous ne devrions nous avancer

M. Fernando (Sri Lanka)

qu'avec beaucoup de prudence. Nous l'admettons, et nous sommes loin de chercher ce que l'on pourrait appeler une mise en oeuvre immédiate. Mais cela n'exclut pas la nécessité d'examiner cette possibilité. L'autorité à laquelle nous songeons pourrait dans l'intervalle aider de nombreux pays - et ici je pense à la majorité d'entre nous - en fournissant les connaissances spécialisées dont disposent actuellement, et presque exclusivement très peu de pays. C'est ce manque de connaissances spécialisées qui empêche la participation très large et très active, que nous souhaitons et demandons toujours.

Le dernier élément de notre proposition est celui qui envisage l'autorité à laquelle doit être confiée la responsabilité du contrôle et de la réglementation de la production et de la distribution des armements et celle de déterminer les buts pour lesquels ces armements sont demandés. En donnant effet aux décisions du Conseil de sécurité et des Nations Unies, elle serait la véritable manifestation du rôle de maintien de la paix des Nations Unies. Ce rôle de maintien de la paix a déjà été assumé par les Nations Unies, malgré les limitations qui lui sont imposées. Le rôle que nous envisageons à l'avenir pour l'autorité, dans le contexte du désarmement général et complet, ne peut là encore se prêter à une mise en oeuvre immédiate. Ma délégation reconnaît tout ce que cela implique en ce qui concerne la souveraineté nationale, et naturellement eu égard aux pouvoirs et fonctions des organes existants des Nations Unies. Pour le moment, cela est peut-être trop idéaliste pour que nous puissions le réaliser, mais il n'est pas prématuré d'en parler, ou même d'avoir un échange de vues à ce sujet. Ce faisant, nous ne serons certainement pas les premiers, car d'autres ont déjà exprimé leurs idées et leurs espoirs à cet égard. Ma délégation pense que cette première session extraordinaire consacrée au désarmement offre l'occasion la plus propice à un échange de vues, au moins préliminaire.

M. Fernando (Sri Lanka)

Nous avons déjà dit dans notre document de travail que notre proposition n'a nullement pour but de restreindre l'accès aux armements indispensables pour la libération de territoires sous domination coloniale, ou occupés illégalement par un agresseur. Nous pensons que cette réserve doit être incluse explicitement dans notre proposition, surtout à une époque où des régions considérables sont encore sous domination coloniale ou occupées illégalement, car c'est là une situation qui en ce moment même retient l'attention des Nations Unies.

Je me permets d'exprimer l'espoir qu'avec l'aide du document de travail que je viens de présenter de façon plus détaillée, les membres de la Commission pourront examiner notre proposition, ou au moins décider d'en faire le sujet d'une étude ultérieure. Nous sommes loin de considérer ce document comme parfait, et nous serons très heureux d'accueillir toute suggestion visant à l'améliorer.

M. JAY (Canada) (interprétation de l'anglais) : Le Premier Ministre du Canada, dans sa déclaration du 26 mai 1978, a préconisé que soient adoptées quatre mesures concrètes afin de contenir la course aux armements nucléaires stratégiques entre les grandes puissances nucléaires, surtout sur le plan qualitatif. Comme l'a suggéré le Premier Ministre Trudeau, "la meilleure façon d'arrêter la dynamique de la course aux armements nucléaires serait de la couper de tout ce qui l'alimente". (A/S-10/PV.6, p. 12)

La délégation canadienne présente un document qui souligne trois de ces mesures qu'elle espère voir examinées aux fins d'inclusion dans le Programme d'action. Je ne sais pas si au moment où je parle notre document est parvenu au centre de distribution, mais cela ne saurait en tout cas tarder.

La première mesure que nous avons proposée a trait à un accord entre les grandes puissances nucléaires visant à interdire les vols d'essai de nouveaux vecteurs stratégiques. Cette mesure pourrait permettre de contenir la dimension qualitative de la course aux armements stratégiques.

M. Jay (Canada)

Il serait peut-être utile que j'explique le sens que l'on donne au terme "nouveau", dans la proposition canadienne, en ce qui concerne les vecteurs stratégiques. Ce à quoi nous pensons, c'est à une définition fonctionnelle relative au comportement observable des vecteurs stratégiques lors des vols d'essai; il s'agit de savoir donc si ces vecteurs ont des caractéristiques de comportement sensiblement différentes des vecteurs pour lesquels des vols d'essai ont déjà eu lieu. Il est clair que la portée concrète d'une telle mesure ferait l'objet de négociations et serait liée aux capacités de vérification.

La deuxième mesure viserait à ce qu'un accord soit recherché par les deux grandes puissances nucléaires en vue de cesser la fabrication de matières fissiles additionnelles à des fins d'armements nucléaires. De l'avis de la délégation canadienne, pour être efficace, un tel accord devrait comporter un accord sur les dispositions pertinentes de vérification, y compris l'acceptation de garanties globales, c'est-à-dire de garanties complètes. Une telle mesure pourrait au départ être recherchée par les deux grandes puissances nucléaires en vue d'arrêter la prolifération verticale des armes nucléaires. Puisqu'il s'agit d'un traité multilatéral ouvert à l'adhésion de tous les Etats, une telle mesure pourrait également renforcer le système existant de prévention de la prolifération horizontale des armes nucléaires et d'autres engins pour les explosions nucléaires. Pour cette raison, il serait approprié à notre avis de mentionner cette mesure dans les deux sections du projet de programme d'action qui traitent respectivement des mesures de désarmement nucléaire et de la non-prolifération.

M. Jay (Canada).

Une troisième mesure concerne la limitation d'abord, et la réduction progressive ensuite, sur une base convenue et vérifiable, des dépenses pour les nouveaux systèmes d'armement nucléaire stratégique, y compris les dépenses sur la recherche et le développement, par les deux principales puissances nucléaires. Ce serait un nouveau moyen de contenir la dimension qualitative de la course aux armements nucléaires. De tels accords de modération ou de réduction exigeraient une franchise totale dans la présentation des rapports et une efficacité pleine et entière d'authentification des budgets militaires.

Une quatrième mesure suggérée par le Premier Ministre du Canada a trait à la conclusion prochaine d'un traité d'interdiction complète des essais. La délégation canadienne croit que cette question est suffisamment traitée dans le projet de programme d'action, et nous sommes certains qu'elle figurera dans le document final.

En vous recommandant les propositions canadiennes pour examen dans cette Commission, je ferai remarquer que le texte que nous avons soumis suggère, sous forme d'exemple, dans quelle partie du programme d'action chacune de nos propositions trouverait sa place.

M. ELLIOTT (Belgique) : Dans son intervention générale devant la session plénière, le Ministre belge des affaires étrangères a rappelé, entre autres, l'intérêt que mon pays porte aux aspects régionaux du désarmement et du contrôle des armements. Cet intérêt nous avait amenés à proposer, lors de la trente-deuxième session de l'Assemblée générale, un projet de résolution 32/87 D, qui a été adopté le 12 décembre 1977. Conformément à cette résolution, nous avons transmis un rapport au Secrétaire général. D'autres pays ont fait de même, et l'ensemble des documents rassemblés à ce jour a été transmis à la session extraordinaire sous la cote A/S-10/8 et Add.1.

Nous nous réjouissons de l'intérêt que la communauté internationale porte à l'approche régionale. Celle-ci n'a cessé de s'affirmer au cours des travaux de cette session extraordinaire. Nombre de propositions ont déjà été faites dans les domaines nucléaire et conventionnel, qu'il s'agisse de mesures de réduction des forces, de limitations ou de mesures propres à accroître la confiance. L'intérêt de l'approche régionale réside précisément dans le fait qu'elle permet de tenir compte de la diversité des situations de sécurité existant dans le monde. Elle offre donc des possibilités multiples, qui méritent d'être étudiées de manière systématique.

Au cours des travaux préparatoires, la délégation belge a présenté, avec ses partenaires occidentaux, une proposition d'étude qui a été retenue dans le projet de Programme d'action soumis par le Comité préparatoire à la considération et à l'approbation de la session extraordinaire. Si, comme je veux le croire, le principe d'une telle étude est retenu par la session extraordinaire, le Secrétariat devrait procéder sans tarder à la constitution d'un dossier préparatoire visant à réunir l'ensemble des contributions et documents ayant trait d'une manière ou d'une autre à l'approche régionale, et en particulier toutes les recommandations et décisions pertinentes qui auront été adoptées par la session extraordinaire.

Conformément à la résolution que j'ai citée, il appartiendra à la trente-troisième Assemblée générale de se prononcer sur les modalités de l'étude et sur les termes du mandat du Groupe d'experts gouvernementaux dont la constitution est proposée.

M. HOVEYDA (Iran) : Nous venons d'entendre un certain nombre de nos collègues introduire des propositions qui, à première vue, semblent très intéressantes, mais qui demandent à être étudiées. Si j'ai demandé la parole, ce n'est pas pour faire des commentaires sur ces propositions, mais plus précisément sur les rapports des deux Présidents des Groupes de travail A et B.

A cet égard, je voudrais vous dire, Monsieur le Président, ainsi qu'à mes collègues, le sentiment d'inquiétude qui sont les miens devant ces rapports. Bien sûr, je voudrais tout d'abord remercier les deux Présidents et les responsables des Comités de rédaction, de même que les responsables de la coordination, pour l'excellent travail qu'ils ont accompli. Mais il n'empêche que le temps presse, et par rapport aux nombreuses propositions qui sont devant nous, par rapport aux textes que le Comité préparatoire nous a transmis, il me semble que nous sommes en train de progresser très lentement.

D'autre part, je ne puis m'empêcher de constater une dichotomie entre ce que j'entends en haut dans la salle de l'Assemblée plénière et ce qui se passe par ailleurs au niveau de ce sous-sol. Tous les Ministres, tous les chefs d'Etat, tous les Premiers Ministres, tous les chefs de délégation qui ont pris la parole au cours du débat général ont exprimé leur intention de voir cette Assemblée extraordinaire couronnée de succès. Si nous voulons parcourir la voie qu'ils ont énoncée dans le débat général, il faut nous pencher un peu sur les procédures que nous suivons, parce que, au train où nous allons, nous risquons fort d'arriver à la fin de cette session sans avoir complété les documents et les propositions qui sont soumis à cette Assemblée extraordinaire.

Je crois que nous devons commencer par désarmer nous-mêmes dans nos travaux, éviter la prolifération de discours, d'amendements et de parenthèses. Nous devons suivre une procédure plus souple et plus flexible. Nous devons peut-être tenter de trouver des moyens d'accélérer nos travaux. Je dis cela sans vouloir être critique, mais simplement pour rappeler à nos collègues que le temps presse et que nous allons devoir conduire une course contre la montre si nous voulons que les vœux exprimés par nos chefs de délégation lors du débat général soient réalisés. Voilà tout ce que je voulais dire.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie l'ambassadeur Hoveyda, représentant de l'Iran, de ses observations. A ce propos, je me permettrai d'ajouter que la présidence partage entièrement les craintes légitimes dont il vient de nous faire part. Je pense que les réflexions de l'ambassadeur Hoveyda sont d'autant plus pertinentes et justifiées qu'il a participé à la septième session extraordinaire de l'Assemblée générale. Or tous ceux qui, comme moi, y ont participé se souviennent des conditions fort peu normales dans lesquelles nous avons dû travailler vers la fin de la session, où il a fallu même travailler la nuit pour conclure nos travaux.

Le Président

J'espère que les observations du représentant de l'Iran seront entendues. Je m'y associe entièrement et j'espère que toutes les délégations feront tout leur possible pour que nous avançons dans nos travaux.

Je m'associe à l'appel lancé par le Président du Groupe de travail B, appel que j'ai déjà lancé moi-même par deux fois. Il faut faire preuve de compréhension et de souplesse dans la recherche de formules de compromis. Nous nous efforçons de rédiger un projet de document final susceptible d'être approuvé par consensus à cette session de l'Assemblée générale. Cela suppose, par définition, que toutes les délégations sont résolues à faire des concessions mutuelles. C'est un projet de document final et non un traité que nous sommes en train d'élaborer. C'est pourquoi je pense que les délégations devraient procéder avec la plus grande bonne volonté et ne pas soulever d'objections à propos de chaque virgule, de chaque mot d'un texte, à moins qu'elles n'estiment que cette virgule ou ce mot est vraiment - je répète, vraiment - vital pour leurs intérêts.

M. KENNEDY (Irlande) (interprétation de l'anglais) : Puis-je dire, dès le début de cette intervention, à quel point je suis sensible au sentiment de malaise et d'inquiétude qui vient d'être exprimé par le représentant de l'Iran, éloquentement appuyé par vous, Monsieur le Président? Non seulement nous comprenons ses craintes, mais nous les partageons, et je crois que toutes les délégations tiendront compte de ce qui a été dit ici à ce sujet cet après-midi.

Dans son allocution à l'Assemblée générale, le 25 mai, le Premier Ministre de l'Irlande, M. Jack Lynch, a déclaré, entre autres :

"... si nous considérons sérieusement la question et envisageons l'objectif à long terme du désarmement général, que nous nous sommes fixé, nous pourrions commencer à nous donner comme but au niveau international, un chiffre qui établirait un pourcentage maximum du produit national brut que chacun d'entre nous consacrerait à la défense nationale. Bien entendu, les besoins en matière de défense de chaque pays varient considérablement et tous les pays ne pourraient peut-être pas respecter l'objectif fixé. Mais nous avons maintenant délibérément adopté, au niveau international, un chiffre limite pour le pourcentage du produit national brut que les pays développés estiment

M. Kennedy (Irlande)

devoir consacrer à l'assistance au développement. Peut-être pourrions-nous aussi envisager, par analogie avec ce qui précède, d'adopter volontairement un pourcentage limite pour nos dépenses militaires, même si, pour une raison donnée, tous les pays ne peuvent pas le respecter? Nous pourrions au moins retenir cette idée pour étude dans les futures négociations sur le désarmement." (A/S-10/PV.4, p. 36)

Afin de donner une expression plus concrète à l'idée émise par Son Premier Ministre, la délégation de l'Irlande souhaite proposer qu'une étude soit entreprise sur la possibilité d'établir un système consistant à fixer des objectifs pour encourager le progrès dans le contrôle des armes et dans le désarmement. Une telle étude pourrait être réalisée par le Secrétaire général avec l'aide appropriée d'experts gouvernementaux.

On pourrait ainsi étudier, entre autres possibilités, s'il serait faisable de fixer des plafonds maximums de dépenses pour la défense nationale, que les Etats seraient encouragés à respecter. Pour y parvenir, on pourrait déterminer par accord, un niveau maximum volontairement accepté proportionnel au produit national brut, ou au produit interne brut, des dépenses qu'un Etat pourrait consacrer aux dépenses militaires.

En formulant cette proposition, nous n'oublions pas que la situation, dans chaque Etat, est différente et qu'ils ont des idées diverses sur leurs besoins vitaux en matière de sécurité. En conséquence, il semblerait préférable de garder l'idée que, si un objectif ou un plafond exprimé sous forme de pourcentage du PNB ou du PIB doit faire l'objet d'un accord général, la décision sur la mesure dans laquelle chaque Etat devrait respecter cet objectif devrait être prise volontairement et sans contrainte par chaque pays. Toutefois, la fixation d'un objectif général, même sur une base volontaire, pourrait encourager le progrès vers le désarmement et aurait une force morale considérable en permettant, après quelque temps, d'obtenir une acceptation plus large de l'idée des limites spécifiques convenues pour tous les Etats en matière de dépenses en armements de tous genres, classiques aussi bien que nucléaires.

M. Kennedy (Irlande)

Le plafond qui serait fixé par accord général peut être un chiffre global, en ceci qu'un chiffre unique, exprimé en pourcentage du PNB ou du PIB serait proposé pour adoption volontaire à tous les Etats membres de l'Assemblée générale prêts à l'accepter. Ou alors, des objectifs séparés pourraient être fixés pour des régions données en vertu d'un accord entre les Etats de ces régions.

Si l'on fait des progrès dans la voie du désarmement, il serait peut-être possible d'envisager que les objectifs soient révisés régulièrement, à des intervalles appropriés. Au cours de l'étude, on pourrait examiner aussi la possibilité d'un arrangement qui encouragerait les Etats à consacrer une partie ou la totalité des économies réalisées sur les armements à l'augmentation des fonds disponibles pour le développement.

On reconnaît que la mise au point d'un système d'objectifs volontairement acceptés et de persuasion doit être compatible et coordonné avec les efforts faits actuellement aux Nations Unies pour standardiser les statistiques des budgets militaires, et aussi avec les études sur le lien qui existe entre désarmement et développement. On reconnaît également que la mise en oeuvre efficace d'un tel système de persuasion serait facilitée si une institution appropriée des Nations Unies était chargée des études et des recommandations nécessaires.

Le Gouvernement irlandais estime qu'en guise de première étape il serait bon de commencer à examiner ces idées, et c'est pourquoi il propose que la session extraordinaire de l'Assemblée générale envisage d'inclure le paragraphe suivant dans le document final de la session extraordinaire, dans la section concernant les études dans le projet de programme d'action. Voici le libellé que je suggère :

"La possibilité d'établir un système d'objectifs et de persuasion pour favoriser et encourager le progrès dans le domaine du contrôle des armes et du désarmement, et en particulier la possibilité de proposer aux fins d'adoption générale un plafond volontaire (ou des plafonds volontaires) de dépenses de défense nationale exprimé en pourcentage du PNB ou du PIB, que les Etats seraient encouragés à respecter."

M. Kennedy (Irlande)

Le texte que je viens de lire a déjà été transmis au Secrétariat, avec un memorandum explicatif, en demandant qu'il soit distribué comme document de la session extraordinaire.

La délégation d'Irlande serait heureuse si, en temps utile, lorsque la Commission débattrait du chapitre pertinent du programme d'action, il pouvait être envisagé d'inclure le paragraphe que je viens de suggérer dans la section G du programme d'action (A/S-10/1, vol. 1). Il semblerait à ma délégation que l'endroit approprié pour l'inclusion de ce texte, s'il rencontre l'accord de la Commission, serait à la page 41 du rapport du Comité préparatoire pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, immédiatement après l'alinéa concernant les aspects régionaux du désarmement.

Mme THORSSON (Suède) (interprétation de l'anglais) : J'ai demandé à prendre la parole cet après-midi pour transmettre les remerciements de la délégation suédoise aux deux vice-présidents de la Commission et aux présidents des Groupes de travail A et B, dont nous avons reçu cet après-midi le premier rapport intérimaire. Cependant je dois dire que ces rapports ne nous semblent pas très rassurants et c'est pourquoi la délégation suédoise souhaite appuyer les vues exprimées par le Vice-Président de notre Commission et Président du Groupe de travail B, l'Ambassadeur Jaroszek de Pologne, le Vice-Président de notre Commission, l'ambassadeur Hoveyda, de l'Iran, ainsi que par vous-même, Monsieur le Président, en ce qui concerne la situation dans laquelle nous nous trouvons à présent pour ce qui est des travaux à accomplir. Nous voudrions donc aussi, par conséquent, appuyer l'appel direct qui nous est adressé à tous.

La Suède est l'un des nombreux pays qui se sont fermement engagés à appliquer les recommandations du Comité préparatoire pour que nous fassions tout notre possible afin d'arriver à un consensus sur le document final. Le temps qui nous reste pendant cette dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale est vraiment très court. Le rapport intérimaire que nous venons de recevoir montre que la semaine qui s'est écoulée depuis que nous avons créé les deux groupes de travail n'a pas apporté de contribution à l'avancement de nos travaux. Au contraire, pendant cette semaine, le nombre de crochets s'est accru,

Mme Thorsson (Suède)

ce qui ajoute à nos difficultés pour arriver à une identité de vues. Je pense que nous devons tous nous souvenir du peu de temps qui nous est imparti et nous pénétrer de la nécessité urgente de trouver une solution à ces difficultés par des arrangements et des compromis constructifs.

Je crois que nous devons nous mettre immédiatement au travail et certainement non pas nous abstenir de faire des propositions nouvelles se traduisant par un accroissement des crochets au projet de texte, mais du moins en limiter le nombre. Nous devons commencer cette procédure sans tarder et ne pas insister jusqu'à minuit le 28 juin sur nos propres formules individuelles, mais nous rendre aux opinions dont on peut voir qu'elles sont partagées par la majorité dominante des délégations. Ceci s'applique de même à nous tous, que nous soyons petits pays, grandes puissances ou superpuissances.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Je remercie la représentante de la Suède de sa précieuse contribution à nos travaux. Je dois dire que de même que les orateurs précédents, je partage pleinement les réflexions et les appels qui ont été faits afin que nous orientions réellement nos travaux vers le progrès et que nous arrivions à temps à un consensus pour le projet de texte final.

M. YOUNG (Etats-Unis d'Amérique) (interprétation de l'anglais) : Il y a dix ans ce mois-ci, l'Assemblée générale a pris une mesure importante destinée à contenir la dissémination des armes nucléaires en adoptant la résolution 2373 (XXII) se félicitant du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et demandant que les gouvernements dépositaires l'ouvrent à la signature. Les Etats non nucléaires parties à ce traité s'engagent à ne fabriquer ni acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs et à accepter le système de sauvegarde de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le Traité de non-prolifération (TNP) oblige également les Etats nucléaires à partager les avantages pacifiques de l'énergie nucléaire avec les Etats non dotés d'armes nucléaires parties au Traité de non-prolifération et à progresser sur la voie du désarmement nucléaire. Plus de cent pays sont devenus parties à ce

M. Young (Etats-Unis)

traité important, qui a contribué de manière significative au maintien et au renforcement de la sécurité internationale depuis son entrée en vigueur en 1970. Dix autres Etats ont signé le Traité de non-prolifération, mais ne l'ont pas encore ratifié. Le Traité de non-prolifération représente un effort véritablement international pour éviter les dangers accrus auxquels nous aurions tous à faire face si un nombre plus grand de nations devaient acquérir des explosifs nucléaires.

L'appui donné au Traité de non-prolifération ignore les frontières idéologiques et régionales et englobe plus de 70 pays non alignés. Un progrès important vers une adhésion universelle a été enregistré ces toutes dernières années, un certain nombre de pays avec des programmes avancés d'énergie nucléaire ayant signé le Traité depuis 1975. Nous nous félicitons des déclarations faites à cette session extraordinaire par les représentants de l'Indonésie et de la Turquie annonçant leur intention de ratifier le Traité.

De nombreux Etats ont préconisé avec force l'adhésion au Traité de non-prolifération, et nous nous félicitons de cet appui continu. Nous demandons instamment à toutes les parties de promouvoir une adhésion supplémentaire, en particulier dans leurs propres régions, car c'est le moyen de nous garantir contre un avenir caractérisé par la concurrence dans la mise au point des armes nucléaires. Nous demandons encore à tous les Etats qui ne sont pas parties au Traité de considérer les avantages réels de l'adhésion au traité de non-prolifération, en particulier en tant que cadre nous permettant à tous d'avancer vers un monde véritablement exempt d'armes nucléaires.

Un des éléments faisant partie intégrante de la politique de non-prolifération des Etats-Unis pendant les dix dernières années a été l'appui considérable donné au Traité de non-prolifération. Le Président Carter a encouragé l'adhésion universelle au Traité de non-prolifération, et en signant la loi de 1978 sur la non-prolifération nucléaire, il a déclaré que cet objectif est au centre même des buts visés par cette législation.

Les Etats-Unis reconnaissent que le succès final de cette entreprise dépend jusqu'à un certain point de la capacité des Etats dotés d'armes nucléaires de limiter, et en dernière analyse de réduire, leurs propres arsenaux nucléaires. Le Vice-Président Mondale a reconnu cette responsabilité spéciale, qui apparaît également à l'article IV du Traité de non-prolifération, et il a souligné l'engagement

M. Young (Etats-Unis)

pris par les Etats-Unis de rechercher des réductions substantielles à la suite du second round des Négociations sur la limitation des armes stratégiques (SALT II). Le Président Carter a placé le contrôle des armes nucléaires en tête de la liste des priorités du calendrier de politique étrangère des Etats-Unis et s'est engagé à oeuvrer - suivant les termes de son discours d'investiture - à "l'élimination de toutes les armes nucléaires de cette terre".

L'engagement des Etats-Unis de partager les avantages de l'utilisation pacifique de l'atome est ferme et irrévocable. Cette politique est depuis plusieurs années une constante, et les Etats-Unis ne le cèdent à personne dans la fourniture de cette assistance. Depuis les années 1950, les Etats-Unis coopèrent avec plus de 40 autres pays sur une base bilatérale et ont fourni une assistance très importante par l'intermédiaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui compte maintenant 110 Etats membres.

Nous sommes certains que la législation récemment promulguée constitue le cadre faisant des Etats-Unis un fournisseur nucléaire sûr en apportant plus de stabilité et de prévisibilité dans le processus d'octroi de permis d'exportation de matières nucléaires. Ceci nous aidera à honorer nos obligations aux termes de l'Article V du Traité de non-prolifération, c'est-à-dire de faciliter la coopération nucléaire à des fins pacifiques en tenant dûment compte des pays en développement.

Les Etats bénéficiaires devraient comprendre la lourde responsabilité assumée par les Etats-Unis en tant qu'Etat fournisseur, et prendre toutes les mesures pour qu'un mauvais usage ne soit pas fait de ces efforts. La très réelle contribution des applications pacifiques de l'énergie nucléaire au développement de l'homme serait gravement compromise par des cas de détournement à des fins militaires. Les Etats fournisseurs comme les Etats bénéficiaires pâtiraient d'un tel détournement. Les Etats-Unis croient qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre leurs efforts pour limiter la diffusion de certaines techniques nucléaires de pointe et leur volonté continue de contribuer au développement nucléaire pacifique des autres pays.

M. Young (Etats-Unis)

Une nouvelle preuve de la volonté des Etats-Unis de partager activement les avantages de l'utilisation pacifique de l'atome a été donnée par le vice-président Mondale, qui a annoncé que le Président proposerait un programme plus étendu d'assistance nucléaire à des fins pacifiques. Pour donner suite à cela, et à l'occasion de cette réaffirmation de l'appui des Etats-Unis au Traité de non-prolifération, il convient de présenter à cette commission les détails de cette initiative, ce d'autant plus qu'une partie importante de ce programme donne la préférence aux pays en développement qui sont parties au Traité de non-prolifération.

Depuis la Conférence de révision du Traité de non-prolifération de 1975, les Etats-Unis ont accordé des préférences de ce genre pour une partie de leur assistance par l'intermédiaire de l'AIEA. Avec l'établissement du programme suivant, nous allons étendre cette politique, reconnaissant la contribution importante que les parties au Traité de non-prolifération ont apportée aux efforts internationaux de non-prolifération. Nous demandons à tous les Etats qui sont en mesure de le faire d'envisager la promotion de programmes du même genre.

Nous demanderons l'approbation du Congrès pour les mesures suivantes :

- L'établissement d'un programme "de roulement" qui, sous l'égide de l'AIEA, autoriserait jusqu'à 1 million de dollars par an pendant cinq ans, et qui serait exclusivement réservé aux pays en développement parties au Traité de non-prolifération;

- Une autorisation du même genre portant sur 5 millions de dollars, pour une période de cinq ans, visant à fournir de l'uranium enrichi à 20 p. 100 pour les réacteurs de recherche par l'intermédiaire de l'AIEA, préférence étant donnée aux pays en développement, parties au Traité de non-prolifération; et

- Des versements jusqu'à 1 million de dollars par an, pour les services du "cycle de combustible" pour les réacteurs de recherche, principalement aux fins des services de fabrication de combustible lorsque de tels services aideraient les pays à utiliser des niveaux d'enrichissement inférieur dans les réacteurs de recherche.

Ces deux dernières propositions ont pour but de promouvoir un objectif que nous pouvons tous partager, qui est celui de minimiser l'utilisation d'uranium hautement enrichi pour des réacteurs de recherche, ce matériel pouvant être facilement

M. Young (Etats-Unis)

utilisé pour les armes nucléaires, et pouvant, s'il tombe dans les mains de gouvernements irresponsables ou de terroristes, constituer une menace grave à la sécurité de toutes les nations.

En outre, les Etats-Unis réaffirment avec force leur volonté de financer, par l'intermédiaire de la Banque import-export, des projets appropriés dans le domaine nucléaire tout en limitant ce financement aux pays qui répondent à nos préoccupations de non-prolifération, et en donnant la préférence à ceux qui sont parties au Traité de non-prolifération.

C'est par des mesures telles que celles que nous venons d'exposer que nous entendons renforcer notre engagement dans la coopération nucléaire, tout en reconnaissant le rapport important qui existe entre une telle politique et les efforts mutuels que nous faisons pour éviter une nouvelle prolifération des armes nucléaires.

Le PRESIDENT (interprétation de l'espagnol) : Avant de lever la séance, et si aucune délégation ne souhaite prendre la parole, j'aimerais faire quelques communications.

Ce comité avait décidé, en principe, d'écouter les rapports intérimaires des présidents des deux groupes de travail lundi après-midi. Compte tenu du fait que nous venons d'entendre le premier rapport aujourd'hui et que lundi nous entendrons les représentants des organisations non gouvernementales, s'il n'y a pas d'objections, je voudrais suggérer que les prochains rapports intérimaires des deux présidents soient entendus lors de notre réunion de vendredi prochain.

J'aimerais rappeler aux membres du Comité que le lundi 12 juin, comme il a été décidé par ce comité, nous entendrons lors des réunions du matin et de l'après-midi les représentants des organisations non gouvernementales. Chacune de ces organisations a un temps de parole limité à 12 minutes, et nous devons entendre 25 organisations. Je prie donc les délégations de bien vouloir être ponctuelles et d'arriver à l'heure pour écouter les interventions des représentants des organisations non gouvernementales, dans la salle de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 17 h 55.